

**ARRETE ACCORDANT**  
**UN PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF**  
**DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

N° arrêté 2023/ADS/92/422

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier	
Dossier déposé le 28/02/2023, complété le 24/03/2023		<b>N° PC 059386 19 S0020 M03</b>	
<b>Par :</b>	SCCV MARQUETTE CALMETTE représentée par Monsieur DEPASSE PHILIPPE	Surface plancher existante :	600 m <sup>2</sup>
<b>Demeurant à :</b>	34 RUE HENRI REGNAULT IMMEUBLE AMPERE E+ 92400 COURBEVOIE	Surface plancher créée :	7 048,27 m <sup>2</sup>
<b>Pour :</b>	- Construction de 100 logements collectifs répartis en 4 bâtiments distincts ainsi qu'une crèche et d'une maison médicale.	Surface plancher supprimée :	600 m <sup>2</sup>
<b>Sur un terrain sis :</b>	DOCTEUR CALMETTE à MARQUETTE-LEZ-LILLE Cadastré : A310, A311, A312, A2662 P	Logement(s) créé(s) :	100
		<b>Destination : Habitation Commerce Service public ou d'intérêt collectif</b>	

**Le Maire,**

**Vu** la demande de Permis de Construire modificatif susvisée,  
**Vu** les pièces complémentaires déposées par le pétitionnaire en date du 24/03/2023,  
**Vu** le PC 059386 19 S0020 accordé le 12/06/2020, transféré le 15/02/2021 et modifié le 02/09/2021,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et R. 421-14 et suivants,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles R.111-27 et suivants,  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille en vigueur,  
**Vu** l'article L. 621-31 du Code du Patrimoine sur les Monuments Historiques,  
**Vu** l'avis favorable de la DRAC Hauts-de-France - Architecte des Bâtiments de France en date du 30/03/2023,  
**Vu** l'avis favorable de la Métropole Européenne de Lille en date du 17/04/2023,  
**Vu** l'avis d'ENEDIS, gestionnaire du réseau d'électricité, en date du 24/03/2023, indiquant que pour la puissance de raccordement demandée de 822 kVA triphasé et sur la base des hypothèses retenues par ENEDIS, la contribution financière, est d'un montant estimé de 27 720,22 € HT,  
**Vu** l'accord en date du 19/04/2023 de Monsieur DEPASSE PHILIPPE, représentant de SCCV MARQUETTE CALMETTE, pour prendre en charge le montant estimé de 27 720,22 € HT

**Objet du modificatif :** bâtiment A/B: augmentation de la hauteur du niveau RDC  
bâtiment C : modification typologie : passage d'un T3 en T2 et d'un T4 en T3  
bâtiment A/B/C/D: augmentation hauteur faitage pour contraintes techniques  
suppression de conduits de cheminées pour contraintes techniques  
modification des garde-corps horizontaux en verticaux  
modification d'espaces extérieurs  
modification aménagement sous-sol

**ARRETE**

**Article 1 :** Le Permis de Construire modificatif est **accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée et est assorti des prescriptions et observations énoncées ci-après.

**Article 2 :** Les prescriptions de la Métropole Européenne de Lille, précisées dans l'avis susvisé seront respectées.

**Article 3 :** L'aire de présentation des ordures ménagères située rue du Dr Calmette, conservera les caractéristiques projetées dans le permis initial et notamment le barreaudage projeté.

**Article 4 :** Les prescriptions émises par ENEDIS devront être respectées. Les travaux de raccordements seront financièrement pris en charge par le pétitionnaire conformément à son accord en date du 19/04/2023.

L'avis ci-annexé des services d'ENEDIS a été rendu sur la base d'une puissance de raccordement de 822 kVA triphasé.

**Article 5 :** Les prescriptions mentionnées dans le permis de construire initial restent applicables.

**Observation :** Les observations émises dans le permis de construire initial restent applicables.

Fait à Marquette-lez-Lille

Le 04 mai 2023

Dominique LEGRAND

Maire



Affichage en mairie de l'avis de dépôt le : 1<sup>er</sup> mars 2023

Affichage en mairie le : 10/5/2023

Transmission à la Préfecture le : 10/5/2023

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la nature du projet, la date et le numéro du permis et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit indiquer le nom de l'architecte auteur du projet architectural si le projet est soumis à l'obligation de recours à un architecte. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DURÉE DE VALIDITÉ :** Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans (décret n°2016-6 du 5 janvier 2016) à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et suivants du Code des Assurances.

Toute personne physique ou morale qui, agissant en qualité de propriétaire de l'ouvrage, de vendeur ou de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, fait réaliser des travaux de construction, doit souscrire avant l'ouverture du chantier, pour son compte ou pour celui des propriétaires successifs, une assurance garantissant, en dehors de toute recherche des responsabilités, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1, les fabricants et importateurs ou le contrôleur technique sur le fondement de l'article 1792 du Code Civil, dans les conditions prévues par l'article L. 242-1 du Code des Assurances.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut-être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyens accessible par le biais du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

